

FAIRE BARRAGE

Provocations policières et confusionnisme médiatique : le cas du Testet

Par Christophe Goby

Que dire après la mort de Rémi Fraisse ? Quiconque se battant aujourd'hui contre l'arbitraire et la violence d'État pourrait être une victime. Que ce soit des crimes policiers dans les cités, où le permis de tuer est devenu chose banale pour une police débridée, ou que ce soit dans les luttes sociales où la terreur contre-insurrectionnelle musèle la liberté d'expression en acte : les armes (« létales » ou non) sont là pour éborgner et tuer toute résistance et tout sursaut de dignité. Voici donc quelques éléments de reportage et d'analyse sur ces jours noirs d'octobre 2014.

« Si j'avais su que ce serait un tel bordel, je ne me serais peut-être pas lancé dans un tel projet. On est dans l'irrationnel. »

Thierry Carcenac, président du conseil général du Tarn, promoteur du barrage de Sivens, le 25 octobre 2014, veille de la mort de Rémi Fraisse au Testet. *La Dépêche du Midi*

Françoise a vécu dix-sept ans à Saint-Antonin-Noble-Val, non loin d'Albi, avant de déménager vers la Provence. « On est venus par ces petites routes du Tarn, et on est tombés sur ces croix plantées pour les arbres morts. » Membre de l'association Mutz Vitz, qui fait transiter du café zapatiste des communautés libres du Mexique jusqu'en France, c'est lors de discussions avec ce réseau qu'elle a décidé de répondre à l'appel à manifester le 25 octobre contre le barrage de Sivens.

Sur place, « c'est la désolation, du bois déchiqueté, et tout au bout, la fameuse grille » où eut lieu le mortel affrontement avec les forces de l'ordre. « Derrière les grilles, il y avait les CRS », sous le prétexte qu'un Algeco de chantier avait pris feu la veille. Après plusieurs semaines de violences policières, dans l'après-midi du 25, « les plus remonté-e-s des opposant-e-s ont dit : "On va les faire reculer !" ». En même temps, l'occupation festive continuait, avec une cantine vegan, des petits stands, et les paysan-ne-s resté-e-s après une transhumance de 150 brebis en soutien aux occupant-e-s.

« Dès la fin de la journée, ça tirait de partout, alors j'ai enfilé mes lunettes de plongée », explique Françoise, aguerrie à ce genre de situation où tout peut arriver. Peu après les premières altercations entre manifestants et CRS, deux camions de gardes mobiles ont débarqué de Gaillac. Un hélico filmait la scène depuis son œil surplombant. « On avait envie de voir tout le monde se regrouper pour chasser les forces de l'ordre qui n'avaient rien à faire ici », ajoute Camille, étudiante à

Aix-en-Provence. « Les feux sur la ZAD, c'était des feux de vie, et la seule crainte de la police c'était qu'on avance vers eux. » À 21 ans, elle est venue au Testet pour replanter une forêt et soutenir les gens qui occupent la zone. C'est la première fois qu'elle participe à une lutte : elle ne s'est décidée qu'après s'être assurée qu'il s'agissait bien d'un rassemblement pacifique. En arrivant de nuit, elle constate la destruction de la forêt, les craquements au sol, le vide.

« On a appris le décès par France Inter », raconte Françoise après une nuit rythmée par la techno et les déflagrations de grenades policières. Pour Thierry, journaliste indépendant pour la radio toulousaine Canal Sud¹, tout aurait pu se passer sans heurts : « Il y avait un accord avec la préfecture pour qu'aucune force de police ne soit sur les lieux ce week-end. » Alors que tous les engins de chantier ont été déplacés, une armoire électrique et un générateur ont étrangement été laissés sur les lieux, gardés par des vigiles. « On a tous été étonnés en arrivant : les flics ne protégeaient rien, comme s'ils n'étaient là que pour attiser la colère ! », complète Thierry. Pour lui, le dispositif ressemble clairement à celui de la manifestation du 22 février dernier à Nantes, où la police avait tout fait pour pousser à l'affrontement.

« Ce qui embarrasse le plus l'État, c'est que la mort n'est pas un autonome allemand... », qu'il aurait été facile de montrer du doigt comme étranger et violent, analyse-t-il. Souvent présent sur la ZAD depuis le début, il a pu constater que, depuis

des mois, « *l'État tape dur. La police a coupé des arbres avec des militants perchés dedans, les gardes mobiles ont chargé celles et ceux qui s'étaient enterré-e-s vivants pour retarder le passage des véhicules de chantier, et j'en passe !* »².

Permis de tuer

Nicolai, guide de moyenne montagne, vit à Toulouse. Il a parcouru les 70 kilomètres qui le séparent du Testet avec d'autres cyclistes. « *C'était très cool, très détendu. Ahurissant, le nombre de gens différents qu'on pouvait trouver rassemblés sur ce site ravagé.* » Nicolai n'est pas au bout de sa surprise : « *À un moment, j'ai entendu des grenades assourdissantes. Une vieille dame m'a dit : "Ce sont les chasseurs !"* » À lui aussi, on avait dit qu'il n'y aurait pas la police. « *À 19 heures ça a gazé, on est alors retourné vers le rassemblement où se jouait un petit concert. Puis, vers 20 heures, ça s'est calmé. Des feux se sont allumés un peu partout. Plus tard dans la nuit, j'ai été réveillé par un fracas de grenades. J'ai été surpris, d'autant que je me suis rappelé que les manifestants n'étaient pas équipés pour la bagarre. En face, il y avait ces policiers suréquipés. Tirs tendus de lacrymogènes, grenades de désencerclement : tout cela a été largement disproportionné.* » Des moyens énormes pour repousser quarante jeunes munis de trois pauvres boucliers. Pour Thierry de Canal Sud, c'est à ce moment-là que Rémi Fraisse a été tué, à dix pas des gardes mobiles : « *Il n'y a évidemment eu aucun arrêt cardiaque.* »³

Mourir pour des idées

« *Mourir pour des idées c'est une chose, mais c'est quand même relativement stupide et bête* », commentera le très distingué sénateur Thierry Carcenac (PS), président du conseil général du Tarn, et un des promoteurs du projet de Sivens. Réplique infâme qui n'a visiblement pas suffi à convaincre les « experts » nommés par la ministre de l'Écologie Ségolène Royal. Leur rapport rendu public le 27 octobre dénonce « *un projet médiocre, qui cumule les inconvénients* » – tout en concluant sur la difficulté d'abandonner le projet, étant donné l'avancement du chantier...

Camille est rentrée chez elle, à Marseille, encore choquée de ce qu'elle a vu au Testet. Avec quelques amis, ils ont déployé une banderole au marché du Cours Julien pour rendre hommage à Rémi et informer les passants. Cette expérience l'a fait douter de la démocratie. Elle a du mal à croire à la thèse médiatique des « *violents anarchistes autonomes cagoulés* » venus semer le trouble. Elle ne croit pas que les ateliers de communication bienveillante, les balades contées ou les séances de yoga reiki n'étaient là que pour masquer d'obscur cours de fabrication de bombes artisanales. Selon elle, un seul objet incendiaire a été lancé par les manifestants. En face, des centaines de grenades ont fendu l'air, jetées par une police qu'on avait annoncée restée en caserne.

Blanchir le pouvoir

Le 27 octobre, dans *La Dépêche du Midi*, propriété de Jean Michel Baylet, président du Parti radical de gauche et du

conseil général du Tarn-et-Garonne, autre promoteur du barrage de Sivens, la découverte d'un corps dans les bois du Testet est annoncée. Dans les heures et les jours qui suivent, d'un article à l'autre et d'un journal à l'autre, le décès a eu lieu à 21h ou à 2h. La police a trouvé le corps au petit matin, ou l'a « araché » aux manifestants pour le réanimer durant les affrontements. C'était un anarchiste ou un autonome, un violent ou un obstiné.

Sur place, la matinée du dimanche s'est déroulée dans le calme, pratiquement personne n'étant encore au courant du crime. Des rumeurs ont circulé, mais Nicolai n'y a pas cru. « *Je suis parti faire une balade botanique avec un groupe, quand la guide a reçu un appel nous confirmant le décès.* » Le jour-même, une assemblée a réuni les opposants au barrage. Les proches de Rémi étaient en larmes et le débat était mouvementé. « *Laborieusement, après quatre heures de discussions, on a finalement décidé d'organiser un cortège vers Gaillac.* » Quarante voitures et des vélos ont roulé en escargot vers la ville. Ensuite, durant la manifestation à Gaillac, une rencontre avec une voiture de police et des motards a même manqué de finir en lynchage. Une moto ne repartira pas. À la fin du cortège, arrivé au monument aux morts, le drapeau de la paix remplaçait celui de la France.

Plus ému pour le monument que par la mort de Rémi, le maire de Gaillac a regretté les incidents et a fait poster sur le site de la ville le message « *Gaillac unie pour dire non aux casseurs* ». À partir de là, c'est la même logique qu'on retrouvera dans tous les médias et les bouches des politiciens : rechercher les coupables parmi le camp des manifestant-e-s, poser la police en victime, trier les bons des mauvais opposant-e-s. Renverser la situation. Blanchir le pouvoir.

Faire barrage

L'aube. Sur le site, plus un bleu à l'horizon. Françoise et d'autres opposant-e-s protègent la tache de sang du défunt, entourée de nombreuses grenades. Le calme. On n'entend que la fureur de la FNSEA, cherchant à s'accaparer le sentiment des agriculteurs alentour et qui fustige la « *contestation destructrice* » et les « *zadistes* », professionnels des « *Zones à défendre, ainsi que les élus verts les plus dogmatiques qui se drapent dans leur siège confortable de donneurs de leçons. Ils se prennent pour les sachants, face aux paysans* »⁴ !

Sourds à cet appel à la confusion, les petits producteurs locaux venus rejoindre la lutte contre le barrage depuis des mois continuent de prêter main forte aux opposant-e-s pour déjouer les doubles discours du gouvernement. Rendre claires les circonstances de la mort de Rémi Fraisse. S'obstiner dans le refus d'un barrage que tout le monde s'accorde à déclarer inutile mais que certains persistent à rendre nécessaire. Des manifestations de soutien dans plusieurs villes de France rappellent la police à l'ordre, des milliers de manifestant-e-s continuent d'affluer sur la zone sinistrée du Testet, et aujourd'hui 6 novembre 2014, une vingtaine de lycées parisiens sont en grève contre les crimes policiers. Faire barrage.

NOTES

1. Le Front du lundi, émission du 27.10.14 <http://www.canalsud.net/?Testet-un-projet-impose-au-prix-du-sang>
2. Voir sur jefklak.org « Ramener de la vie sur la ZAD du Testet. Entretien fleuve avec des opposant-e-s au barrage de Sivens ».
3. Voir *Mediapart*, « Mort de Rémi à Sivens : la faute des gendarmes et le mensonge de l'État »
4. Lettre ouverte de la FNSEA « Arrêtons la manipulation » du 29 octobre 2014. <http://www.fnsea.fr/media/1530211/lettreouvertebarragesivens.pdf>